

<http://pierre-alainmillet.fr/France-travail-il-suffirait-de>



Conseil municipal du 19 juin 2023

# France travail... il suffirait de traverser la rue !

- Délibérations - Conseil Municipal -



Date de mise en ligne : lundi 19 juin 2023

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**Dans cette loi sur le travail et la création de France Travail, le gouvernement tient un double discours, d'un côté pour les médias les thèmes classiques de la droite demandant de mettre les chômeurs au boulot, de l'autre un projet de loi qui dit vouloir renforcer l'insertion mais reste ambiguë sur les conditionnalités imposées aux bénéficiaires du RSA.**

**Ce double discours traduit l'absence d'ambition réelle sur l'emploi, c'est à dire sur les conditions de travail, les rémunérations, les effectifs, les formations... tout ce qui répond aux difficultés répandues de recrutement. Car le gouvernement affirmant qu'il y a des emplois à prendre et donc que ce sont les chômeurs qui sont fautifs n'a rien à dire sur les causes de ces difficultés de recrutement. Le président avait donné sa version simpliste du sujet, il suffirait de traverser la rue !**

Il y a une question essentielle derrière tous ces discours sur l'emploi et l'insertion, de quel travail parle-t-on ? Le travail est un tabou du capitalisme et de toutes les politiques dites libérales. Ceux qui dénoncent le pognon de dingue des dépenses sociales répètent qu'il suffit de dire "au boulot" ou de traverser la rue. Mais ceux qui défendent le salaire universel parce-qu'il n'y aurait plus d'emploi pour tout le monde disent au fonds la même chose, comme ceux qui défendent les aides sociales sans poser la question du droit à l'emploi pour tous. Dans tous les cas, on ne sait plus ce qu'est un emploi digne, valorisant, qualifié, permettant la construction d'un travailleur citoyen.

Car si on a un salaire à vie ou si on peut refuser les « mauvais » emplois, comment organise-t-on le travail réel ? Parmi les « mauvais » emplois, il y a les premiers de corvées révélés par la crise sanitaire, des emplois « essentiels ». Or si le secteur de la santé a du mal à recruter, c'est bien sûr que nous ne formons plus assez de soignants, mais aussi que certains refusent d'accepter les contraintes et le stress de métiers difficiles parce-qu'ils n'y trouvent plus suffisamment de valorisation. Comment fait-on ? On ne peut résoudre, ni par le RSA ni par un revenu universel, ce qui est au coeur des maux de la société, les conditions d'emploi et la valeur du travail !

La solidarité dite active ou le revenu universel, tout comme la réduction des droits et la multiplication des contraintes prétendent apporter une solution en attaquant les politiques sociales ou en les étendant, mais sans s'attaquer au problème, le travail réel. Et le gouvernement jongle sur ce non-dit en prétendant qu'il va permettre à tous de trouver le chemin de l'emploi, chômeurs comme bénéficiaires du RSA. Mais il ne s'appuie même pas sur ceux qui ont les expériences les plus réussies, les meilleurs outils pour organiser le rapprochement des personnes et des emplois, dans le contexte des bassins d'emplois et des collectivités, avec notamment les missions locales, qui sont l'objet de ce vœu que nous soutiendrons bien entendu. Permettez-nous de dire que nous pourrions faire de nombreuses propositions utiles à partir de l'expérience de nos relations avec les entreprises, les jeunes, les demandeurs d'emplois avec tout ce qu'impulse Djilannie Ben Mabrouk et nos services de l'économie, de la charte avec les entreprises aux actions de prérecrutement que nous avons multiplié depuis l'expérience réussie avec IKEA.

Mais l'enjeu premier dont l'état devrait se saisir, la seule solution véritable pour les métiers essentiels, c'est de faire en sorte qu'ils restent ou redeviennent attractifs, donc de revaloriser les salaires et d'embaucher pour éviter que des salariés ne s'épuisent face à un travail qu'ils ne peuvent pas faire correctement. C'est une évidence dans la santé et notamment l'hôpital où les gestionnaires se plaignent des soignants qui n'acceptent plus les contraintes de ce métier, alors que cela fait des décennies que les soignants se mobilisent massivement et cela fait des décennies que tous les gouvernements cherchent à limiter les dépenses publiques de santé, donc à fermer des lits, des services et rendre ainsi plus dure les conditions de travail des soignants, à qui ils se permettent ensuite de reprocher les revendications de qualité de vie.

## **France travail... il suffirait de traverser la rue !**

---

Pour les soignants, tout le monde ou presque le reconnaît. Mais c'est le même sujet pour tous les métiers, et notamment pour tous les métiers difficiles, de première ligne.

Oui, il faut accompagner tous ceux pour qui l'accès à l'emploi a été rendu difficile, fragile, il faut les accompagner humainement, à partir des situations concrètes, en prenant en compte les problèmes de langage, de représentation, de situations familiales, de mobilité, toutes choses que font très bien les missions locales et de très nombreux acteurs de l'insertion.

Si l'état doit lui aussi renforcer les démarches d'accompagnement vers l'emploi, il doit le faire d'abord en renforçant le réseau de tous les acteurs, ensuite à travailler à rendre le travail réel attractif, avec la hausse des salaires, la réduction du temps de travail, et la garantie de conditions de travail permettant l'épanouissement des salariés au travail. Il faut un renversement complet de la politique d'emploi et de travail !